

2023

# DROIT FAMILIAL :

## ÉTUDE PRATIQUE ET TRANSVERSALE

Sous la coordination de  
Florence Fassin

Delphine Lamarque

Jonathan Liègeois

Saad Zedazi

Sophie Coonen

Anne-Marie Boudart

Florence van de Putte

Stéphanie Degrave

Stéphanie Jaumotte

Philippe De Page

Isabelle De Stefani

Jessica Fillenbaum

Géraldine

Hollanders De Ouderaen

Géraldine Mathieu

Catherine de Bouyalski

Céline Verbrouck

Patrick Lambotte

Géraldine Falque

Marc Petit

Sabine Thibaut

Caroline Jeanmart

Claude Devoet

# **DROIT FAMILIAL : ÉTUDE PRATIQUE ET TRANSVERSALE**

*Sous la coordination de*

**Florence FASSIN**

Première édition

Date de clôture : 31/08/2023

 Wolters Kluwer

### *Auteurs*

Delphine LAMARQUE, Avocate au barreau de Bruxelles, Médiatrice familiale.  
Jonathan LIÈGEOIS, Collaborateur de Notaire.  
Saad ZEDAZI, Collaborateur de Notaire.  
Sophie COONEN, Médiatrice familiale, Avocate au barreau du Brabant wallon.  
Anne-Marie BOUDART, Avocate au barreau de Bruxelles, Médiatrice familiale.  
Florence VAN DE PUTTE, Avocate honoraire.  
Stéphanie DEGRAVE, Avocate au barreau de Bruxelles, Médiatrice familiale.  
Stéphanie JAUMOTTE, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Philippe DE PAGE, Professeur honoraire (ULB), Avocat honoraire.  
Isabelle DE STEFANI, Collaboratrice de notaire.  
Jessica FILLENBAUM, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Géraldine HOLLANDERS DE OUDERAEN, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Géraldine MATHIEU, Professeure (UNamur).  
Catherine DE BOUYALSKI, Avocate au barreau de Bruxelles.  
Céline VERBROUCK, Avocate au barreau de Bruxelles, Maître de conférences (ULB).  
Patrick LAMBOTTE, Avocat au barreau de Liège, Assistant en droit pénal et procédure pénale (ULiège).  
Géraldine FALQUE, Avocate au barreau de Liège, Assistante en droit pénal et procédure pénale (ULiège).  
Marc PETIT, Conseiller à la Cellule fiscale wallonne, Collaborateur et membre du Tax Institute (ULiège).  
Sabine THIBAUT, Juriste à l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.  
Caroline JEANMART, Docteure en sociologie et directrice de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement.  
Claude DEVOET, Professeur honoraire (ULB).

---

Editeur responsable : Peter Immink

© 2023 Wolters Kluwer Belgium SA  
Zénobe Gramme (bâtiment G)  
Square des Conduites d'Eau 9-10  
4031 Liège

**Service clientèle et adresse de correspondance :**

Motstraat 30  
2800 Malines  
Tél. : 015 78 76 00  
client.BE@wolterskluwer.com  
www.wolterskluwer.be

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2023/2664/273  
ISBN 978-94-03-03116-3  
BP/DISE-Y123001

# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	V
CONTRIBUTION DES AUTEURS .....	VII
<b>PARTIE I. LA FORMATION DES COUPLES ET SES CONSÉQUENCES .....</b>	<b>1</b>
<b>TITRE 1. LE COUPLE .....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 1. LA COHABITATION DE FAIT .....</b>	<b>5</b>
Section 1. Généralités .....	5
Sous-section 1. La notion de cohabitation de fait .....	5
Sous-section 2. Evolution de la cohabitation de fait .....	5
Section 2. Les effets de la cohabitation de fait .....	7
Sous-section 1. Aucun devoir de fidélité .....	7
Sous-section 2. Aucun devoir de cohabitation – Mais quid du logement familial .....	7
§ 1. Le logement familial des cohabitants de fait .....	8
A. La propriété du logement familial des cohabitants de fait .....	8
1. Deux propriétaires .....	8
2. Un propriétaire .....	10
B. La location du logement familial .....	10
1. Deux locataires .....	10
2. Un locataire .....	11
Section 3. Les effets patrimoniaux de la cohabitation de fait .....	11
Sous-section 1. Charges du ménage (absence de solidarité légale) .....	11
Sous-section 2. Les biens des cohabitants de fait : application du droit commun .....	13
Section 4. L'organisation conventionnelle de la cohabitation de fait ....	14
Sous-section 1. Conventions relatives aux relations personnelles des concubins .....	14
Sous-section 2. Conventions relatives aux enfants .....	15
Sous-section 3. Les conventions relatives aux biens .....	16
Sous-section 4. Forme des conventions de vie commune .....	17
Section 5. Les enfants .....	17
<b>CHAPITRE 2. LA COHABITATION LÉGALE .....</b>	<b>19</b>
Section 1. Généralités .....	19
Sous-section 1. Introduction .....	19
Sous-section 2. Portée et conditions .....	19
Section 2. La déclaration de cohabitation légale .....	20

Section 3. Les effets de la cohabitation légale . . . . .	21
Section 4. Les cohabitations légales de complaisance . . . . .	25
Sous-section 1. Les sanctions civiles de la cohabitation légale frauduleuse . . . . .	25
Sous-section 2. Les sanctions pénales de la cohabitation légale frauduleuse et la possibilité d'annulation par le juge pénal . . . . .	28
Section 5. Organisation conventionnelle de la cohabitation légale . . . . .	28
 CHAPITRE 3. LE MARIAGE . . . . .	 31
Section 1. Généralités . . . . .	31
Sous-section 1. Définition et éléments essentiels du mariage . . . . .	31
Sous-section 2. La formation du mariage . . . . .	32
§ 1. Les fiançailles . . . . .	32
§ 2. Les conditions de fond du mariage . . . . .	33
A. Être en vie . . . . .	33
B. Être majeurs . . . . .	33
C. Le consentement des époux (et éventuellement des père et mère) . . . . .	34
1. Consentement personnel . . . . .	34
2. Consentement actuel . . . . .	34
3. Consentement réel et libre . . . . .	35
4. Le consentement des père et mère . . . . .	36
D. L'absence de lien de parenté ou d'alliance trop étroit . . . . .	37
E. L'absence de tout mariage antérieur non dissous . . . . .	37
F. Ouverture du mariage aux personnes de même sexe . . . . .	38
§ 3. Les conditions de forme du mariage . . . . .	39
A. La déclaration de mariage . . . . .	39
B. La célébration du mariage . . . . .	41
§ 4. La preuve du mariage . . . . .	42
Section 2. Les effets entre époux . . . . .	42
Sous-section 1. Les effets personnels . . . . .	43
§ 1. Le devoir de cohabitation . . . . .	43
A. Principe . . . . .	43
B. Le devoir de cohabitation n'est pas absolu . . . . .	43
C. Sanctions . . . . .	43
D. Fixation de la résidence conjugale . . . . .	44
1. Définition . . . . .	44
2. Principe : accord des époux . . . . .	44
3. Exceptions . . . . .	44
4. Recours . . . . .	44
E. Protection du logement familial . . . . .	45
1. Définition des notions . . . . .	46
a. La notion d'immeuble . . . . .	46
b. La notion de logement principal . . . . .	46

c. La notion d'immeuble effectivement affecté au logement familial . . . . .	47
d. La notion de meubles meublants . . . . .	47
2. Le cas du logement familial en propriété . . . . .	47
a. Les personnes concernées . . . . .	47
b. Les actes de disposition . . . . .	48
c. Le consentement du conjoint . . . . .	48
d. Recours en cas de refus de donner son accord sans motifs graves . . . . .	48
e. Sanction . . . . .	49
3. Le cas du logement familial loué . . . . .	49
a. Principe de la cotitularité du bail . . . . .	49
b. Conséquence : obligation du bailleur de s'adresser aux époux par acte séparé . . . . .	50
c. Autres effets de la cotitularité du bail ? . . . . .	51
d. Recours . . . . .	51
§ 2. Le devoir de fidélité . . . . .	51
A. Principe . . . . .	51
B. Sanction . . . . .	52
§ 3. Le devoir d'assistance . . . . .	52
§ 4. Le devoir de secours et de contribution aux charges du ménage . . . . .	53
A. Principe . . . . .	53
B. Sanction . . . . .	54
Sous-section 2. Les effets patrimoniaux . . . . .	54
§ 1. Les effets patrimoniaux du mariage dans le régime primaire . . . . .	54
A. L'exercice d'une profession . . . . .	54
1. Principe . . . . .	54
2. Limite, recours et pouvoir d'appréciation du juge . . . . .	54
3. Sanction en cas d'activité préjudiciable . . . . .	55
4. Mandat public . . . . .	55
B. L'usage du nom du conjoint . . . . .	56
1. Principe . . . . .	56
2. Forme de l'accord du conjoint . . . . .	56
3. Refus de donner son accord . . . . .	56
4. Recours en cas de retrait d'accord . . . . .	56
5. Doctrine partagée sur la manière d'utiliser le nom du conjoint . . . . .	56
6. Dissolution du régime . . . . .	57
C. La perception, la gestion et l'utilisation individuelle des revenus . . . . .	57
D. L'ouverture d'un compte et la location d'un coffre-fort . . . . .	58
1. Principe . . . . .	58
2. Les actes de gestions autorisés . . . . .	59

3.	Devoir d'information et sanction en cas de manquement . . . . .	59
4.	En cas de décès ou divorce . . . . .	60
E.	La possibilité de donner mandat à son conjoint . . . . .	60
1.	Principe . . . . .	60
2.	Révocabilité <i>ad nutum</i> . . . . .	60
3.	Etendue du mandat . . . . .	60
4.	Forme du mandat . . . . .	61
F.	La possibilité de demander un mandat judiciaire . . . . .	61
1.	Principe . . . . .	61
2.	L'autorisation judiciaire à passer seul des actes juridiques relatifs au logement familial . . . . .	62
3.	La substitution judiciaire dans les pouvoirs de l'époux incapable de manifester sa volonté . . . . .	62
a.	La notion d'impossibilité ou d'incapacité d'exprimer sa volonté . . . . .	63
b.	Un mécanisme subsidiaire . . . . .	63
c.	L'étendue de la substitution . . . . .	63
d.	Un contrôle judiciaire <i>a priori</i> . . . . .	64
4.	La délégation judiciaire de sommes dues par des tiers à l'époux incapable de manifester sa volonté . . . . .	64
§ 2.	Les effets patrimoniaux du mariage dans le régime matrimonial secondaire . . . . .	64
A.	Liberté du choix du régime matrimonial . . . . .	64
B.	Le contrat de mariage . . . . .	65
1.	Conditions de validité . . . . .	65
2.	Modification avant mariage . . . . .	66
3.	Modification après mariage . . . . .	66
4.	Publicité . . . . .	66
C.	Le régime légal . . . . .	67
D.	Le régime conventionnel de communauté . . . . .	70
E.	Le régime de séparation de bien . . . . .	71
Section 3.	Les avantages et libéralités . . . . .	71
Sous-section 1.	Préambule : consentement et capacité dans le cadre d'une libéralité entre époux . . . . .	72
§ 1.	Le consentement renforcé en matière de libéralité dans le cadre du mariage : entre ambition théorique et réalité pratique . . . . .	72
§ 2.	La capacité des époux en matière de libéralité : un tour d'horizon . . . . .	73
A.	Époux mineurs et libéralité : un régime d'exception . . . . .	74
1.	Concernant les donations entre vifs . . . . .	74
2.	Concernant le testament . . . . .	74
B.	Époux majeurs incapables et libéralité : retour au droit commun . . . . .	75
Sous-section 2.	Les donations entre époux . . . . .	75

§ 1. Nature des donations entre époux : entre amour et raison . . . . .	75
A. Principe de la révocabilité <i>ad nutum</i> des donations entre époux : analyse temporelle et nature controversée . . . . .	76
1. Une faculté discrétionnaire et strictement personnelle du donateur . . . . .	77
2. Matérialisation de la révocation : forme expresse ou tacite . . . . .	78
3. Les conséquences civiles de la révocation <i>ad nutum</i> : retour du bien au patrimoine du donateur . . . . .	79
a. Limitation de l'effet rétroactif de la révocation d'une donation mobilière en présence d'un tiers de bonne foi . . . . .	79
b. Limitation de l'effet rétroactif de la révocation d'une donation immobilière en présence d'un tiers de bonne foi . . . . .	79
4. Conséquences fiscales de la révocation d'une donation entre époux de biens présents . . . . .	80
a. En droits d'enregistrement . . . . .	80
b. Fiscalité successorale . . . . .	81
B. Prohibition des donations réciproques et mutuelles entre conjoints dans un acte unique . . . . .	82
1. Interprétation controversée de la disposition . . . . .	82
2. Incidences sur les clauses d'accroissement entre époux . . . . .	83
3. Sanction en cas de violation de l'article 4.241 du Code civil : entre nullité relative et nullité absolue . . . . .	84
C. Caducité des donations entre époux (par contrat de mariage) par l'établissement d'une filiation adultérine au cours du mariage . . . . .	85
Sous-section 3. L'institution contractuelle . . . . .	85
§ 1. Présentation de l'institution contractuelle . . . . .	85
§ 2. Qualification juridique de l'institution contractuelle : entre donation et legs . . . . .	87
§ 3. Typologie de l'institution contractuelle . . . . .	87
A. Institution contractuelle réalisée au moyen d'une convention matrimoniale . . . . .	87
1. Le champ d'application personnel . . . . .	87
2. Règles de forme . . . . .	88
3. Règles propres aux institutions contractuelles par convention matrimoniale . . . . .	89
4. Règles propres aux institutions contractuelles réalisées par un tiers . . . . .	90
5. Règles propres aux institutions contractuelles réalisées entre époux . . . . .	90



6. Effets de l'institution contractuelle réalisée par une convention matrimoniale . . . . .	91
a. Durant la vie de l'instituant . . . . .	91
– Du point de vue de l'instituant : actes à titre onéreux v. actes à titre gratuit . . . . .	91
– Du point de vue de l'institué . . . . .	92
b. Situation au décès de l'instituant . . . . .	92
– Droit d'option de l'institué et qualité pour agir . . . . .	92
– Saisine . . . . .	93
– Obligation aux dettes . . . . .	93
– Conversion de l'usufruit . . . . .	93
– Quid en cas d'établissement d'une filiation adultérine au cours du mariage ? . . . . .	93
B. Institutions contractuelles entre époux par acte authentique pendant le mariage . . . . .	94
C. Caducité des institutions contractuelles entre époux par l'effet du divorce . . . . .	94
D. Aspect fiscal de l'institution contractuelle . . . . .	96
Sous-section 4. Le testament . . . . .	96
§ 1. Forme de testament . . . . .	96
A. Testament olographe . . . . .	97
B. Testament authentique . . . . .	97
C. Testament international . . . . .	97
§ 2. Préalable à la rédaction d'un testament par un époux . . . . .	98
A. Incidence de la liquidation du régime matrimonial . . . . .	98
1. Liquidation du régime de communauté . . . . .	98
a. Droit de reprise de l'époux survivant apporteur . . . . .	98
b. Existence d'un préciput . . . . .	99
2. Régime de séparation des biens . . . . .	99
3. Attribution préférentielle : impact sur les régimes de communauté et de séparation de biens . . . . .	99
B. Prise en considération des droits successoraux <i>ab intestat</i> du conjoint survivant . . . . .	99
1. Concours avec des descendants du défunt . . . . .	100
2. Concours avec des ascendants et/ou des collatéraux privilégiés du défunt . . . . .	100
3. Concours avec des collatéraux ordinaires ou avec l'État . . . . .	100
4. Usufruit successif du conjoint survivant . . . . .	100
5. L'incidence du pacte Valkeniers sur les droits successoraux . . . . .	101
§ 3. Le testament entre époux . . . . .	101
A. Testament en faveur de son conjoint . . . . .	101
B. Testament en défaveur de son conjoint . . . . .	102

1. Limitation aux droits réservataires du conjoint survivant . . . . .	102
2. Suppression de la réserve abstraite en cas d'établissement d'une filiation adultérine pendant le mariage . . . . .	102
C. Le testament et l'usufruit du conjoint survivant . . . . .	102
D. Interdiction des testaments conjonctifs entre époux . . . . .	103
<b>PARTIE II. LE COUPLE EN CRISE . . . . .</b>	<b>105</b>
<b>TITRE 1. LES MODES ALTERNATIFS DE RÉOLUTION DES DIFFÉRENTS (LES MARDS) . . . . .</b>	<b>107</b>
CHAPITRE 1. INTRODUCTION . . . . .	109
Section 1. La loi du 18 juin 2018 ou le changement de paradigme . . . . .	109
Section 2. Les différents modes alternatifs de résolution des différends . . . . .	110
Section 3. Tableau comparatif des principaux modes alternatifs . . . . .	111
CHAPITRE 2. LA MÉDIATION . . . . .	115
Section 1. Définition de la médiation . . . . .	115
Sous-section 1. La loi belge . . . . .	115
Sous-section 2. La directive du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 . . . . .	117
Section 2. Les bases légales . . . . .	118
Sous-section 1. Historique et bases légales antérieures à la loi du 18 juin 2018 . . . . .	118
Sous-section 2. La loi du 18 juin 2018 . . . . .	121
§ 1. Le champ d'application de la loi . . . . .	121
A. À quels litiges s'applique la médiation telle qu'elle est prévue par la loi ? . . . . .	121
B. La clause de médiation contractuelle . . . . .	123
§ 2. La protection du titre de médiateur – Un médiateur neutre, indépendant et impartial . . . . .	123
§ 3. Les caractéristiques de toute médiation . . . . .	125
A. La proposition de médiation . . . . .	125
B. Le protocole de médiation . . . . .	126
C. La confidentialité du processus . . . . .	127
1. Principes . . . . .	127
2. Exceptions . . . . .	128
3. Sanctions . . . . .	130
D. Le caractère volontaire . . . . .	130
E. La suspension des procédures et du cours de la prescription . . . . .	132
F. Le respect de l'autre . . . . .	132
G. L'homologation des accords . . . . .	133
1. L'accord de médiation . . . . .	133

2.	L'homologation de l'accord de médiation . . . . .	134
H.	Le coût de la médiation . . . . .	135
1.	Principes . . . . .	135
2.	L'intervention d'une assurance protection juridique . . . . .	135
3.	L'assistance judiciaire . . . . .	136
4.	Les autres formes d'aides . . . . .	136
§ 4.	La médiation extrajudiciaire . . . . .	137
§ 5.	La médiation judiciaire . . . . .	137
§ 6.	Les apports de la loi de 2018 . . . . .	139
A.	Le rôle des avocats . . . . .	139
B.	Le rôle des juges . . . . .	139
C.	Le rôle des huissiers de justice . . . . .	140
D.	Le droit collaboratif . . . . .	140
Sous-section 3.	La Commission fédérale de médiation . . . . .	141
§ 1.	Organigramme et fonctionnement . . . . .	141
§ 2.	Modalités de prise de décisions . . . . .	143
§ 3.	Rôles de la Commission . . . . .	143
§ 4.	Les formations . . . . .	144
A.	Formation qualifiante . . . . .	144
B.	Formation permanente . . . . .	145
§ 5.	Procédure d'agrément . . . . .	145
Sous-section 4.	La déontologie du médiateur . . . . .	146
§ 1.	Introduction . . . . .	146
§ 2.	La déontologie . . . . .	149
A.	Les premiers contacts entre le médiateur et la personne qui fait appel à la médiation . . . . .	149
B.	L'assistance d'un conseil ou d'un tiers . . . . .	150
C.	Compétence du médiateur et co-médiation . . . . .	150
D.	Organisation de la médiation et médiation à distance . . . . .	151
E.	Le médiateur doit s'assurer de sa neutralité, son indépendance et son impartialité avant de débiter une médiation . . . . .	151
F.	Le protocole de médiation et son contenu . . . . .	152
G.	La confidentialité du processus de médiation et le secret professionnel . . . . .	152
1.	Le Code judiciaire . . . . .	153
2.	Le Code de déontologie des médiateurs agréés . . . . .	153
3.	Le Code pénal . . . . .	153
4.	Le Code de déontologie des avocats applicable aux médiateurs avocats . . . . .	154
5.	Le déroulement de la médiation . . . . .	154
6.	Les honoraires et les frais de la médiation . . . . .	155

7. La communication et la publicité du médiateur	156
8. Plainte contre un médiateur et sanctions	156
Sous-section 5. Typologie des situations familiales à médier	157
Section 3. Le dispositif de la médiation	158
Sous-section 1. La phase de prémédiation	158
§ 1. Prescrire la médiation (quoi ?)	160
§ 2. Les acteurs de la médiation (qui ?)	160
A. Le prescripteur	160
B. Le porteur ou le porte-parole de la demande	161
C. Quel médiateur familial ?	161
§ 3. Pourquoi et comment ?	162
§ 4. Coût de la médiation (combien ?)	163
§ 5. Contact préalable avec le médiateur (comment ?)	163
A. Par téléphone	163
B. Par courriel	163
C. Par un intermédiaire, prescripteur (juge, avocat, instance tierce)	163
§ 6. Sens de la démarche (why ? pourquoi faire ?)	164
§ 7. Fiche outil : questions à se poser avant de s'engager en médiation	165
Sous-section 2. Le cadre	166
§ 1. Les éléments du cadre en médiation	166
§ 2. Le rôle du médiateur	167
§ 3. La place du droit en médiation	168
§ 4. Le rôle des avocats en médiation	169
Sous-section 3. Le processus	170
§ 1. La négociation raisonnée ou intégrative	170
A. Négociation traditionnelle ou la négociation sur position et compétitive	170
B. Médiation et techniques de négociation raisonnée et intégrative	172
§ 2. Le processus de médiation en 4 étapes	174
A. La narration	176
B. L'identification des intérêts et des besoins	178
C. Les options	180
D. L'accord	183
E. Et si la médiation n'aboutit pas à un accord ?	184
Sous-section 4. Les différents courants de la médiation	184
§ 1. Le modèle <i>problem solving</i>	184
§ 2. Le modèle transformatif	185
§ 3. Le modèle narratif	186
§ 4. Le modèle systémique	186
§ 5. Conclusion sur ces différents modèles	187
Sous-section 5. Le caucus	188
§ 1. Définition	188
§ 2. Indications	189
A. La difficulté pour le médiateur est de savoir à quel moment initier un caucus	189

§ 3. Règles à respecter en vertu du Code de déontologie . . . .	189
§ 4. La méthodologie . . . . .	190
§ 5. Le rôle de l’avocat . . . . .	191
§ 6. Limites . . . . .	191
§ 7. Conclusion sur le « Caucus » . . . . .	192
Section 4. Questions particulières . . . . .	193
Sous-section 1. L’avocat conseil en médiation . . . . .	193
§ 1. Le cadre légal . . . . .	193
A. Le Code judiciaire . . . . .	193
B. Le Code de déontologie . . . . .	194
§ 2. L’état d’esprit . . . . .	194
A. Les freins à sa présence . . . . .	194
B. Posture générale de l’avocat . . . . .	195
§ 3. Le rôle de l’avocat dans les différentes phases de la médiation . . . . .	196
A. Préparer à la médiation . . . . .	196
1. La prescription de la médiation . . . . .	196
2. Le choix du médiateur . . . . .	197
B. Accompagner à la médiation . . . . .	197
1. La présence des conseils au début du processus ou en cours de processus . . . . .	197
2. Le rôle des conseils lors des différentes étapes de la médiation . . . . .	199
a. Réunion préliminaire . . . . .	199
b. Entre les séances de médiation . . . . .	199
c. La phase de narration . . . . .	200
d. La phase d’identification des sujets et intérêts . . . . .	200
e. La phase des options . . . . .	201
f. La phase de négociation et de décision . . . . .	201
g. L’entente écrite . . . . .	201
Sous-section 2. La co-médiation en matière familiale . . . . .	201
§ 1. Définition . . . . .	201
§ 2. Indications . . . . .	202
§ 3. Les différents dispositifs de co-intervention en médiation . . . . .	203
A. Une complémentarité disciplinaire et d’expérience des médiateurs . . . . .	203
B. Le duo homme/femme . . . . .	204
C. Le mentorat . . . . .	204
§ 4. Les points d’attention . . . . .	204
§ 5. Les avantages de la co-médiation . . . . .	205
Sous-section 3. Rôle et place des experts et des tiers . . . . .	205
§ 1. Les référents . . . . .	206
§ 2. Les pilotes à distance . . . . .	206
§ 3. Les tiers concernés par les effets ou les conséquences de l’accord . . . . .	206
§ 4. Les experts . . . . .	207

	A. Contexte et état d'esprit . . . . .	207
	B. L'expertise liante ou la tierce décision obligatoire . . .	208
	C. Incidence dans le processus de médiation . . . . .	209
	D. L'appel ponctuel à un professionnel extérieur . . . . .	211
Sous-section 4.	La place des enfants mineurs en médiation familiale . . . .	212
§ 1.	Introduction . . . . .	212
§ 2.	Objectifs . . . . .	214
§ 3.	Conditions à la rencontre de l'enfant dans le setting de la médiation . . . . .	214
	A. Compétences de l'intervenant . . . . .	214
	B. Evaluation de la compétence des parents . . . . .	214
	C. Elaboration avec les parents d'un cadre précis . . . . .	215
§ 4.	<i>Momentum</i> . . . . .	215
§ 5.	Statut et rôle de l'enfant . . . . .	216
§ 6.	Indications . . . . .	216
§ 7.	Le déroulement . . . . .	216
	A. L'accueil . . . . .	217
	B. Les règles . . . . .	217
	C. L'entretien et ses techniques . . . . .	217
	D. La restitution aux parents du travail réalisé avec les enfants . . . . .	218
§ 8.	Conclusion sur la place de l'enfant . . . . .	218
Section 5.	Les limites de la médiation familiale . . . . .	218
Section 6.	Conclusion générale sur la médiation . . . . .	220
<b>CHAPITRE 3. LE DROIT COLLABORATIF . . . . .</b>		<b>223</b>
Section 1.	Définition, historique, développements et modèle collaboratif belge . . . . .	223
Sous-section 1.	Définition . . . . .	223
Sous-section 2.	Historique et développement international . . . . .	224
Sous-section 3.	Développement en Belgique . . . . .	226
Sous-section 4.	Le modèle collaboratif belge . . . . .	227
Sous-section 5.	Le droit collaboratif, un nouveau droit ? . . . . .	228
Section 2.	Caractéristiques du processus, état d'esprit, principes fondateurs et déroulement . . . . .	229
Sous-section 1.	Caractéristiques du processus collaboratif par rapport à la médiation ou à la négociation « traditionnelle » . . . . .	229
§ 1.	Droit collaboratif et médiation . . . . .	229
§ 2.	Droit collaboratif et négociation traditionnelle . . . . .	233
Sous-section 2.	L'état d'esprit du processus . . . . .	234
Sous-section 3.	Les principes fondateurs du droit collaboratif . . . . .	236
Sous-section 4.	Le déroulement du processus de droit collaboratif . . . . .	240
Sous-section 5.	La loi du 18 juin 2018 : le droit collaboratif fait son entrée dans le Code judiciaire . . . . .	241
§ 1.	L'agrément en tant qu'avocat collaboratif (article 1739 du Code judiciaire) . . . . .	242
A.	La commission paritaire commune . . . . .	242

B.	Conditions d'agrément comme avocat collaboratif .	242
C.	Reconnaissance de l'agrément et titre . . . . .	243
D.	Liste des avocats collaboratifs . . . . .	243
E.	Programme des formations agréées en droit collaboratif . . . . .	243
F.	Formations de droit collaboratif . . . . .	243
§ 2.	Les écrits en droit collaboratif . . . . .	244
A.	La charte d'adhésion au droit collaboratif . . . . .	244
B.	Le protocole de droit collaboratif . . . . .	244
C.	Les accords de droit collaboratif . . . . .	245
§ 3.	La suspension de la prescription (article 1741, § 2 et § 3 du Code judiciaire) . . . . .	245
§ 4.	Les grands principes du droit collaboratif confirmés par la loi . . . . .	245
A.	Le caractère volontaire du processus . . . . .	245
B.	La bonne foi, la loyauté et la transparence . . . . .	245
C.	La confidentialité . . . . .	246
D.	L'exclusion de la procédure . . . . .	246
E.	Le mandat de l'avocat collaboratif . . . . .	246
F.	Le retrait de l'avocat en cas d'échec du processus . .	247
§ 5.	Les experts et tiers intervenants . . . . .	247
§ 6.	Le coût du processus . . . . .	247
§ 7.	L'entrée en vigueur des dispositions relatives au droit collaboratif . . . . .	248
Sous-section 6.	Bilan à l'étranger et en Belgique . . . . .	248
§ 1.	Bilan belgo-belge . . . . .	248
§ 2.	Bilan international . . . . .	250
 <b>TITRE 2. LA COHABITATION LÉGALE ET LES MESURES URGENTES ET PROVISOIRES . . . . .</b>		 253
 INTRODUCTION . . . . .		 255
CHAPITRE 1.	LES MESURES URGENTES AVANT LA FIN DE LA CESSATION . . . . .	257
CHAPITRE 2.	LES MESURES URGENTES ET PROVISOIRES APRÈS LA CESSATION . . . . .	259
 <b>TITRE 3. LE MARIAGE ET LA SÉPARATION DE FAIT . . . . .</b>		 261
CHAPITRE 1.	GÉNÉRALITÉS . . . . .	263
Section 1.	La séparation de fait unilatérale . . . . .	263
Section 2.	La séparation de fait conventionnelle . . . . .	263
Section 3.	La séparation de fait judiciaire . . . . .	264

CHAPITRE 2.	LES CONSÉQUENCES DE LA SÉPARATION DE FAIT	267
Section 1.	Les effets personnels	267
Sous-section 1.	Le devoir de cohabitation	267
§ 1.	Choix de la résidence séparée	268
§ 2.	Pouvoir et critère d'appréciation du juge en cas de conflit	268
Sous-section 2.	Le devoir de fidélité	269
Sous-section 3.	Le devoir d'assistance	270
Sous-section 4.	Le devoir de secours	270
§ 1.	Le secours alimentaire fondé sur base de l'article 223 de l'ancien Code civil et de l'article 1253ter/5 du Code judiciaire	270
§ 2.	Le secours alimentaire fondé sur base des articles 213 et 221 de l'ancien Code civil : le devoir de secours pur	271
Section 2.	Les effets financiers et patrimoniaux	272
Sous-section 1.	Les effets financiers et patrimoniaux dans le régime primaire	272
§ 1.	La protection du logement familial	272
§ 2.	Les comptes et coffres en banque	273
§ 3.	Les dettes contractées pour les besoins du ménage et l'éducation des enfants	274
Sous-section 2.	Les effets financiers et patrimoniaux dans le régime secondaire	275
Section 3.	Le sort des avantages et libéralités entre époux	276
Sous-section 1.	Les donations entre époux et la séparation de fait	276
§ 1.	Les donations hors convention matrimoniale : révocabilité ad nutum	277
§ 2.	Les donations insérées dans la convention matrimoniale et la filiation adultérine	277
§ 3.	Séparation de fait et caducité des donations entre époux par disparition de la cause	277
A.	Évolution jurisprudentielle de la théorie de la caducité par disparition de la cause	278
1.	Point de départ : arrêt de la Cour de cassation du 16 novembre 1989	278
2.	Arrêt de la Cour de cassation du 21 janvier 2000 : un tournant jurisprudentiel	279
3.	Acte trois : arrêt de la Cour de cassation du 12 décembre 2008	280
4.	Acte quatre : arrêt de la Cour de cassation du 6 mars 2014	280
5.	Dernier acte (pour le moment) : arrêt du 16 janvier 2023	281
B.	Conclusion : la caducité des donations en cas de séparation de fait des époux – tentative de réponse claire à une question complexe	282



Sous-section 2. Le testament et la séparation de fait	282
§ 1. La révocation du testament	282
A. La révocation expresse	283
B. La révocation tacite	283
1. Testament postérieur incompatible	283
a. Incompatibilité matérielle	283
b. Incompatibilité intentionnelle	284
2. Aliénation du bien par le testateur	284
3. Destruction du testament	284
C. Révocation judiciaire	284
1. Révocation pour cause d'ingratitude	284
2. Révocation pour cause d'injure grave à la mémoire du testateur	285
§ 2. Caducité du testament par disparition de sa cause	286
Section 4. Les droits successoraux du conjoint en cas de séparation de fait	286
Sous-section 1. Préambule : le statut du conjoint survivant – Un héritier légal et réservataire	286
§ 1. Un héritier légal	286
§ 2. Un héritier réservataire	287
Sous-section 2. Exhérédation de la part réservataire en cas de séparation de fait due à un « abandon du logement familial par le conjoint survivant »	288
Sous-section 3. Exhérédation de la part réservataire en cas de séparation de fait	289
Sous-section 4. Exhérédation de la réserve concrète du conjoint survivant en cas de filiation adultérine établie pendant le mariage	289
Sous-section 5. Exhérédation du conjoint dans les conventions préalables au divorce par consentement mutuel	290
Sous-section 6. Exhérédation testamentaire du conjoint sous le prisme du règlement successoral européen	291
<b>PARTIE III. LA FIN DU COUPLE ET SES CONSÉQUENCES</b>	<b>293</b>
<b>TITRE 1. LA SÉPARATION DES COHABITANTS DE FAIT</b>	<b>295</b>
<b>CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS</b>	<b>297</b>
Section 1. Les modes de rupture	297
Section 2. Compétence judiciaire	297
<b>CHAPITRE 2. LES EFFETS PERSONNELS ENTRE LES EX- COHABITANTS DE FAIT</b>	<b>301</b>
Section 1. Le sort du logement	301
Sous-section 1. Les cohabitants de fait sont propriétaires (logement indivis)	301
Sous-section 2. Les cohabitants de fait sont locataires	301

Sous-section 3. L'un des cohabitants est seul propriétaire ou seul locataire .....	302
Section 2. Obligations de nature alimentaire .....	303
Sous-section 1. L'obligation naturelle novée en obligation civile .....	303
Sous-section 2. La responsabilité civile .....	304
Sous-section 3. Le droit conventionnel aux aliments .....	304
 CHAPITRE 3. LES EFFETS DE LA RUPTURE QUANT AUX ENFANTS .....	 307
 CHAPITRE 4. LES EFFETS DE LA RUPTURE QUANT AUX BIENS .....	 309
 TITRE 2. LA CESSATION DE LA COHABITATION LÉGALE .....	 313
CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS .....	315
Section 1. Les modes de rupture .....	315
Section 2. Compétence judiciaire .....	316
 CHAPITRE 2. LES EFFETS PERSONNELS ENTRE LES EX-COHABITANTS LÉGAUX .....	 317
Section 1. Le sort du logement .....	317
Section 2. Obligation de nature alimentaire .....	318
 CHAPITRE 3. LES EFFETS DE LA CESSATION QUANT AUX ENFANTS .....	 319
 CHAPITRE 4. LES EFFETS DE LA CESSATION QUANT AUX BIENS .....	 321
 TITRE 3. LA SÉPARATION DE CORPS .....	 323
CHAPITRE 1. GÉNÉRALITÉS .....	325
CHAPITRE 2. LA PROCÉDURE .....	327
CHAPITRE 3. LES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS .....	329
CHAPITRE 4. LA FIN DE LA SÉPARATION DE CORPS .....	331
 TITRE 4. DIVORCE .....	 333
CHAPITRE 1. LE DIVORCE POUR CAUSE DE DÉSUNION IRRÉMÉDIABLE .....	335
Section 1. Généralités .....	335

Sous-section 1. La cause de divorce . . . . .	336
Sous-section 2. La preuve de la désunion irrémédiable . . . . .	336
§ 1. La désunion irrémédiable établie par toutes voies de droit (art. 229, § 1 <sup>er</sup> , ancien C. civ.) . . . . .	336
§ 2. La désunion irrémédiable établie par l'écoulement d'un certain délai (art. 229, § 2 et 3, ancien C. civ.) . . . . .	340
A. La demande conjointe formée sur pied de l'article 229, § 2, de l'ancien Code civil . . . . .	341
B. La demande formée par un seul des époux sur pied de l'article 229, § 3, de l'ancien Code civil . . . . .	342
Section 2. La procédure . . . . .	344
Sous-section 1. La compétence territoriale interne belge . . . . .	344
Sous-section 2. L'acte introductif d'instance . . . . .	345
Sous-section 3. Les demandes ampliatives et reconventionnelles . . . . .	346
Sous-section 4. Les demandes accessoires . . . . .	347
Sous-section 5. La comparution personnelle des parties . . . . .	348
Sous-section 6. Les fins de non-recevoir . . . . .	349
§ 1. L'incapacité d'ester en justice . . . . .	349
§ 2. La réconciliation . . . . .	350
Sous-section 7. La conciliation et la médiation . . . . .	350
Sous-section 8. L'examen de la cause . . . . .	350
Sous-section 9. Les voies de recours . . . . .	351
Sous-section 10. L'opposabilité du divorce . . . . .	352
Section 3. Les mesures réputées urgentes . . . . .	353
Sous-section 1. La compétence <i>ratione materiae</i> . . . . .	353
Sous-section 2. Procédure . . . . .	354
Sous-section 3. Mesures pouvant être ordonnées . . . . .	355
§ 1. Mesures entre époux . . . . .	355
§ 2. Mesures relatives aux enfants . . . . .	356
 CHAPITRE 2. LE DIVORCE PAR CONSENTEMENT MUTUEL . . . . .	 357
Section 1. Généralités . . . . .	357
Sous-section 1. Généralités . . . . .	357
§ 1. Formalisme . . . . .	357
§ 2. Consensualisme et liberté contractuelle . . . . .	358
§ 3. Autonomie des volontés . . . . .	359
Sous-section 2. Conditions de fond . . . . .	359
§ 1. Respect de l'intérêt de l'enfant . . . . .	360
§ 2. Droit international privé . . . . .	360
Sous-section 3. Consentement et vices du consentement . . . . .	362
§ 1. Principes . . . . .	362
§ 2. Vices de consentement et conséquences sur le divorce par consentement mutuel . . . . .	363
Section 2. Formalités et conventions préalables à la procédure en divorce par consentement mutuel . . . . .	366
Sous-section 1. L'inventaire facultatif . . . . .	366
§ 1. Le texte légal . . . . .	366

§ 2. Le caractère facultatif de l'inventaire	366
§ 3. Les modalités formelles de l'inventaire	367
§ 4. Le contenu de l'inventaire	368
§ 5. La clôture de l'inventaire	369
§ 6. Sanction de l'inventaire irrégulier	370
§ 7. Le « relevé des biens » : une solution alternative ?	371
Sous-section 2. Le règlement des effets patrimoniaux	371
§ 1. Le texte légal	371
§ 2. La forme du règlement transactionnel	372
§ 3. L'obligation d'opérer un véritable règlement	373
§ 4. Le partage de l'actif	374
§ 5. Le partage du passif	375
§ 6. Droits successoraux, avantages matrimoniaux et institutions contractuelles	376
§ 7. La modification du règlement transactionnel	377
Sous-section 3. Le règlement des effets personnels	378
§ 1. Les conventions relatives aux époux	378
§ 2. Les conventions relatives aux enfants	381
Section 3. La procédure sans incident	382
Sous-section 1. Introduction de la demande et communication au ministère public	382
§ 1. Introduction par requête	382
§ 2. Information et avis du procureur du Roi	383
Sous-section 2. La comparution	384
§ 1. Dispense de comparution	384
§ 2. Comparution personnelle des époux	384
§ 3. Le juge et les enfants	385
§ 4. Retrait du consentement des époux ou de l'un d'eux après la comparution	386
Sous-section 3. Jugement et voies de recours	387
§ 1. Jugement	387
§ 2. Voies de recours	388
Sous-section 4. Introduction dans la BAEC	389
Section 4. Les incidents de procédure	389
Sous-section 1. Exercice du pouvoir de contrôle du tribunal sur les conventions relatives aux enfants mineurs	389
§ 1. Nature et étendue du pouvoir de contrôle du tribunal	389
§ 2. Exercice du pouvoir de contrôle du tribunal	390
§ 3. Moment où s'exerce le contrôle	391
§ 4. Effets de l'exercice du pouvoir de contrôle du tribunal	391
Sous-section 2. Modification des conventions à l'initiative des parties	392
§ 1. Principe	392
§ 2. Conditions des modifications	394
§ 3. Mise en œuvre des modifications	395
§ 4. Rôle du tribunal	395
§ 5. Forme des modifications	396
Sous-section 3. Conséquences de l'abandon d'une procédure de divorce par consentement mutuel	396

Section 5. Les effets du divorce par consentement mutuel . . . . .	397
Sous-section 1. Point de départ des effets . . . . .	397
§ 1. Effets entre époux . . . . .	397
§ 2. Effets à l'égard des tiers . . . . .	397
Sous-section 2. Sort des conventions relatives aux effets personnels . . . . .	398
§ 1. Sort des conventions relatives aux époux . . . . .	398
§ 2. Sort des conventions relatives aux enfants . . . . .	400
 CHAPITRE 3. LA PENSION ALIMENTAIRE APRÈS DIVORCE . . . . .	 401
Section 1. Introduction . . . . .	401
Section 2. Le titulaire du droit à la pension alimentaire : l'ex-conjoint dans le besoin . . . . .	403
Sous-section 1. L'état de besoin au sens de l'article 301, § 2, de l'ancien Code civil . . . . .	403
§ 1. Introduction . . . . .	403
§ 2. Les hésitations de la jurisprudence concernant l'état de besoin . . . . .	403
§ 3. Définition de l'état de besoin . . . . .	405
Sous-section 2. L'état de besoin résultant d'une décision unilatérale du créancier . . . . .	406
§ 1. Principes . . . . .	406
§ 2. Mise en œuvre . . . . .	407
Section 3. La faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune . . . . .	408
Sous-section 1. Principes et définition . . . . .	408
§ 1. Principes . . . . .	408
§ 2. Définition . . . . .	410
§ 3. Quelques exemples tirés de la jurisprudence . . . . .	413
Sous-section 2. Administration de la preuve . . . . .	415
Sous-section 3. Décision intervenant à titre déclaratoire . . . . .	416
Section 4. <i>Quantum</i> de la pension alimentaire . . . . .	418
Sous-section 1. Principes . . . . .	418
Sous-section 2. L'état de besoin du créancier . . . . .	422
Sous-section 3. Ressources et capacités des parties . . . . .	423
Sous-section 4. La dégradation significative de la situation économique du bénéficiaire . . . . .	425
§ 1. Principes . . . . .	425
§ 2. Controverses . . . . .	425
§ 3. La solution trouvée par la Cour de cassation . . . . .	427
§ 4. L'évolution de la jurisprudence de la Cour de cassation . . . . .	428
§ 5. L'évolution de la jurisprudence concernant la dégradation de la situation économique du bénéficiaire en raison du mariage . . . . .	429
§ 6. L'évolution de la jurisprudence concernant la dégradation de la situation économique du bénéficiaire en raison du divorce . . . . .	430

Sous-section 5. Incidence d'une décision en matière de secours alimentaire .....	431
Sous-section 6. Incidence de la liquidation-partage du régime matrimonial des parties .....	432
Sous-section 7. Limitation au tiers des revenus nets du débiteur .....	435
Sous-section 8. Indexation .....	436
Section 5. La pension provisionnelle .....	436
Sous-section 1. Incidence de l'éventuelle faute grave ayant rendu impossible la poursuite de la vie commune .....	436
§ 1. Principes .....	436
§ 2. Quantum .....	437
Sous-section 2. Octroi d'une pension provisionnelle dans l'attente de la mise en état complète de la situation des parties .....	437
§ 1. Mise en état du dossier .....	437
§ 2. Incidence de la liquidation-partage .....	438
Section 6. Durée .....	438
Sous-section 1. Principes .....	438
Sous-section 2. Circonstances exceptionnelles .....	440
Section 7. Révision, adaptation et suppression de la pension alimentaire	441
Sous-section 1. Principes .....	441
§ 1. Circonstances nouvelles et indépendantes de la volonté	442
§ 2. Remariage ou cohabitation légale du créancier .....	442
§ 3. Concubinage du créancier .....	442
§ 4. Décès du créancier .....	443
§ 5. Décès du débiteur .....	443
Sous-section 2. Incidence de la liquidation-partage du régime matrimonial .....	444
Sous-section 3. Conventions emportant renonciation mutuelle des parties à solliciter la révision ou la suppression de la pension alimentaire .....	445
Section 8. Capitalisation .....	445
Section 9. Renonciation anticipée .....	446
Section 10. Délégation de sommes .....	447
Section 11. Quelques éléments de procédure .....	447
Sous-section 1. Juge compétent .....	447
§ 1. Compétence <i>ratione materiae</i> .....	447
§ 2. Compétence <i>ratione loci</i> .....	447
Sous-section 2. Introduction de la demande .....	448
Sous-section 3. Exécution provisoire .....	448
 CHAPITRE 4. LIQUIDATION ET PARTAGE .....	 449
Section 1. Généralités .....	449
Sous-section 1. Incidence du type de convention matrimoniale .....	449
Sous-section 2. La date de dissolution du régime .....	451
Sous-section 3. La masse indivise et le compte de l'indivision post-matrimoniale .....	454
Sous-section 4. La caducité des droits de survie .....	458

Section 2. La procédure de liquidation-partage judiciaire . . . . .	460
Sous-section 1. L'effet dévolutif de l'appel . . . . .	460
Sous-section 2. L'inventaire et le recel matrimonial . . . . .	462
§ 1. L'inventaire . . . . .	462
§ 2. Le recel matrimonial . . . . .	467
Sous-section 3. Les contredits . . . . .	470
Sous-section 4. Le partage en nature et ses exceptions . . . . .	473
Section 3. Les grandes étapes de la liquidation et du partage d'un régime matrimonial . . . . .	481
Sous-section 1. Dans le régime légal . . . . .	481
Sous-section 2. Dans le régime de la séparation de biens . . . . .	494
§ 1. Les créances entre époux . . . . .	494
§ 2. La collaboration professionnelle bénévole . . . . .	497
Section 4. Questions particulières . . . . .	499
<b>TITRE 5. LA VOCATION SUCCESSORALE . . . . .</b>	<b>501</b>
<b>CHAPITRE 1. LES DROITS DU CONJOINT SURVIVANT . . . . .</b>	<b>503</b>
Section 1. Liquidation préalable du régime matrimonial . . . . .	503
Section 2. Vocation légale du conjoint survivant . . . . .	503
Sous-section 1. Étendue des droits successoraux légaux du conjoint survivant . . . . .	503
§ 1. Le conjoint survivant est en concours avec un ou des descendant(s) du défunt . . . . .	504
§ 2. Le conjoint survivant est en concours avec des héritiers du deuxième et/ou du troisième ordre . . . . .	504
§ 3. Le conjoint survivant est en concours avec des collatéraux ordinaires (4 <sup>e</sup> ordre) ou avec l'Etat . . . . .	507
§ 4. Le droit au bail et l'« usufruit successif » . . . . .	508
Sous-section 2. Les relations entre le conjoint survivant usufruitier et le/les nu(s)-propriétaires . . . . .	510
§ 1. Les relations entre usufruitier et nu-propriétaire à l'ouverture de la succession (article 4.21 et articles 3.138 à 3.166 du Code civil) . . . . .	510
A. L'inventaire et la description des biens ainsi que l'état des immeubles . . . . .	511
B. L'individualisation des choses de genre et l'emploi des sommes . . . . .	512
C. L'assurance des biens soumis à usufruit . . . . .	513
§ 2. Les droits et devoirs de l'usufruitier et du nu-propriétaire quant à la gestion des biens au cours de l'usufruit (articles 3.142 à 3.166 du Code civil) . . . . .	514
Sous-section 3. L'extinction de l'usufruit et la conversion de l'usufruit . . . . .	514
§ 1. Modes d'extinction de l'usufruit . . . . .	514
§ 2. La conversion de l'usufruit (articles 4.60 à 4.64 du Code civil) . . . . .	516
A. En quoi consiste la conversion de l'usufruit ? . . . . .	516

B. Quels sont les biens pouvant faire l'objet d'une conversion ?	516
C. Qui peut demander la conversion de l'usufruit (dans quel délai et quel est le pouvoir d'appréciation du tribunal) ?	517
D. Le cas particulier de la conversion « automatique » de l'usufruit du conjoint survivant en présence de descendants non communs	519
E. L'évaluation de l'usufruit	520
Section 3. Le rapport des libéralités et le conjoint survivant	524
Sous-section 1. Bref rappel de la situation avant la réforme	524
§ 1. Le rapport à l'égard du conjoint survivant	524
§ 2. Le rapport dû par le conjoint survivant	525
Sous-section 2. Situation depuis la réforme	525
Sous-section 3. Droit transitoire	526
Section 4. Les droits réservataires du conjoint survivant	526
Sous-section 1. Objet de la réserve	526
§ 1. La réserve abstraite	526
§ 2. La réserve concrète	527
§ 3. Concours des réserves abstraite et concrète	527
§ 4. Le cas des époux séparés de fait	527
Sous-section 2. La (non-)réduction des donations consenties avant le mariage	528
Sous-section 3. Suppression partielle ou totale de la réserve du conjoint survivant	529
§ 1. Possibilité d'exhérédation de la réserve abstraite prévue à l'article 334 <sup>ter</sup> alinéas 3 et 4 de l'ancien Code civil	529
§ 2. Eventuelle exhérédation totale du conjoint survivant en cas de séparation de plus de six mois (article 4.147 § 4 du Code civil)	530
§ 3. Exhérédation conventionnelle dans les conventions préalables à divorce par consentement mutuel (article 1287 alinéa 3 du Code judiciaire)	531
§ 4. Exhérédation conventionnelle en application de la « loi Valkeniers » (articles 4.147 § 5 et 2.3.2 du Code civil)	531
Section 5. L'articulation entre les droits du conjoint survivant et la réserve des descendants	532
Sous-section 1. Les modifications apportées par la réforme	532
Sous-section 2. Les différents cas de figure	533
§ 1. Le conjoint survivant recueille ses droits légaux	533
§ 2. Le conjoint survivant ne recueille pas ses droits légaux	533
§ 3. Limitation des droits du conjoint survivant à l'usufruit de certains biens de la succession	534
Section 6. Obligations alimentaires	535



CHAPITRE 2.	LES DROITS DU COHABITANT LÉGAL SURVIVANT .....	537
Section 1.	Champ d'application .....	538
Section 2.	Etendue du droit successoral du cohabitant légal survivant ..	538
Sous-section 1.	Droit d'usufruit et droit au bail .....	538
Sous-section 2.	Obligation alimentaire .....	540
Sous-section 3.	Passif successoral .....	540
Section 3.	Conversion de l'usufruit du cohabitant légal survivant .....	541
Section 4.	Nature du droit successoral du cohabitant légal .....	541
CHAPITRE 3.	L'ABSENCE DE VOCATION LÉGALE DU COHABITANT DE FAIT SURVIVANT .....	543
<b>PARTIE IV. LES ENFANTS</b> .....		<b>545</b>
<b>TITRE 1. LA FILIATION</b> .....		<b>547</b>
CHAPITRE 1.	L'ÉTABLISSEMENT DE LA FILIATION .....	549
Section 1.	L'établissement de la filiation maternelle .....	549
Sous-section 1.	L'établissement de la filiation maternelle par l'effet de la loi .....	549
Sous-section 2.	L'établissement de la filiation maternelle par reconnaissance .....	550
Sous-section 3.	L'établissement de la filiation maternelle par jugement ...	551
Section 2.	L'établissement de la filiation paternelle .....	551
Sous-section 1.	L'établissement de la filiation paternelle par l'effet de la loi .....	551
Sous-section 2.	L'établissement de la filiation paternelle par reconnaissance .....	553
Sous-section 3.	L'établissement de la filiation paternelle par jugement ...	562
Section 3.	L'établissement de la filiation comaternelle .....	572
Sous-section 1.	L'établissement de la comaternité par l'effet de la loi ...	572
Sous-section 2.	L'établissement de la comaternité par reconnaissance ...	573
Sous-section 3.	L'établissement de la comaternité par jugement .....	575
CHAPITRE 2.	LA CONTESTATION DE LA FILIATION .....	579
Section 1.	Les règles communes aux actions en contestation de la filiation .....	579
Sous-section 1.	Les modes de preuve .....	579
Sous-section 2.	Les fins de non-recevoir .....	579
Sous-section 3.	La procédure .....	584
Section 2.	La contestation de la filiation maternelle .....	585
Sous-section 1.	La contestation de la filiation maternelle établie par l'effet de la loi .....	585

Sous-section 2. La contestation de la filiation maternelle établie par reconnaissance . . . . .	586
Sous-section 3. La contestation de la filiation maternelle établie par jugement . . . . .	588
Section 3. La contestation de la filiation paternelle . . . . .	588
Sous-section 1. La contestation de la filiation paternelle établie par l'effet de la loi . . . . .	588
Sous-section 2. La contestation de la filiation paternelle établie par reconnaissance . . . . .	595
Sous-section 3. La contestation de la filiation paternelle établie par jugement . . . . .	600
Sous-section 4. Question particulière : la responsabilité extracontractuelle . . . . .	600
Section 4. La contestation de la filiation comaternelle . . . . .	601
Sous-section 1. La contestation de la comaternité établie par l'effet de la loi . . . . .	601
Sous-section 2. La contestation de la comaternité établie par reconnaissance . . . . .	603
Sous-section 3. La contestation de la comaternité établie par jugement . . . . .	605
CHAPITRE 3. LA FILIATION DES ENFANTS ISSUS DE PERSONNES TRANSGENRES . . . . .	607
Section 1. Enfants nés avant la modification de l'enregistrement du sexe . . . . .	607
Section 2. Enfants nés après la modification de l'enregistrement du sexe . . . . .	607
CHAPITRE 4. LA FILIATION APRÈS PMA . . . . .	611
CHAPITRE 5. LA FILIATION APRÈS GPA . . . . .	615
TITRE 2. LES EFFETS DE LA FILIATION . . . . .	619
CHAPITRE 1. LE NOM . . . . .	621
CHAPITRE 2. L'AUTORITÉ PARENTALE . . . . .	629
Section 1. Titularité et composantes de l'autorité parentale . . . . .	629
Section 2. Exercice de l'autorité parentale sur la personne de l'enfant . . . . .	630
Sous-section 1. Exercice de l'autorité parentale sur la personne de l'enfant . . . . .	630
Sous-section 2. Distinction avec l'accueil parental . . . . .	631
Section 3. La gestion des biens de l'enfant . . . . .	632
Sous-section 1. Actes soumis à autorisation . . . . .	633
Sous-section 2. Indisponibilités particulières . . . . .	635
Sous-section 3. Aspects procéduraux . . . . .	635
Sous-section 4. Sanctions . . . . .	636

Section 4. Les modalités d'exercice de l'autorité parentale . . . . .	637
Sous-section 1. L'exercice conjoint de l'autorité parentale . . . . .	637
Sous-section 2. L'exercice exclusif de l'autorité parentale . . . . .	643
Sous-section 3. L'exercice modalisé de l'autorité parentale . . . . .	648
CHAPITRE 3. LES MODALITÉS D'HÉBERGEMENT . . . . .	651
Section 1. L'hébergement dans le cadre de l'exercice conjoint de l'autorité parentale . . . . .	651
Section 2. Le droit aux relations personnelles dans le cadre de l'exercice exclusif de l'autorité parentale . . . . .	658
Section 3. Exécution des décisions judiciaires en matière d'hébergement . . . . .	660
Sous-section 1. Principe . . . . .	660
Sous-section 2. Compétence . . . . .	662
Sous-section 3. Procédure . . . . .	662
Sous-section 4. Réexamen de la situation et possibilité de recourir à la contrainte . . . . .	663
Sous-section 5. L'astreinte et son régime spécifique . . . . .	664
Section 4. Relations personnelles en dehors de l'autorité parentale . . . . .	664
CHAPITRE 4. LES MODALITÉS FINANCIÈRES . . . . .	667
Section 1. Généralités . . . . .	667
Sous-section 1. Contenu de l'obligation . . . . .	667
Sous-section 2. Débiteur de l'obligation . . . . .	668
Sous-section 3. Créancier de l'obligation . . . . .	669
Sous-section 4. Caractéristiques particulières de l'obligation d'éducation et entretien . . . . .	671
Sous-section 5. Variabilité des aliments . . . . .	672
Sous-section 6. Obligation d'entretien et conventions . . . . .	674
Sous-section 7. Causes d'exception à l'obligation d'éducation et d'entretien . . . . .	675
Section 2. La contribution alimentaire . . . . .	677
Sous-section 1. Principes généraux . . . . .	677
Sous-section 2. Les facultés contributives des père et mère . . . . .	678
Sous-section 3. Les frais ordinaires de l'enfant . . . . .	684
Sous-section 4. Les frais extraordinaires . . . . .	686
Sous-section 5. Les modalités d'hébergement . . . . .	689
Sous-section 6. Le montant des allocations familiales et des avantages et sociaux et fiscaux de tous types . . . . .	691
Sous-section 7. Les revenus de la jouissance des biens de l'enfant . . . . .	693
Sous-section 8. Les circonstances particulières . . . . .	693
Sous-section 9. Détermination du quantum de l'obligation : le calcul de la contribution alimentaire . . . . .	694
Sous-section 10. L'indexation de plein droit . . . . .	696
Sous-section 11. La rétroactivité . . . . .	696
Sous-section 12. Le compte-enfant . . . . .	697

Section 3.	Article 1321 du Code judiciaire .....	698
Section 4.	Action non déclarative de filiation .....	699
<b>TITRE 3. L'ADOPTION</b> .....		<b>701</b>
CHAPITRE 1.	L'ADOPTION ET LES DROITS FONDAMENTAUX .	703
CHAPITRE 2.	LA LOI DU 24 AVRIL 2003 RÉFORMANT L'ADOPTION ET LES RÉFORMES SUBSÉQUENTES .....	705
CHAPITRE 3.	LES TYPES D'ADOPTION EN DROIT BELGE .....	707
CHAPITRE 4.	LES CONDITIONS DE L'ADOPTION INTERNE ...	709
Section 1.	Les conditions de fond en cas de première adoption .....	709
Sous-section 1.	Respecter les conditions fondamentales .....	709
Sous-section 2.	Pouvoir prétendre à la qualité d'adoptant .....	710
Sous-section 3.	Remplir les conditions d'âge .....	713
Sous-section 4.	Être apte à adopter dans le cas de l'adoption d'un enfant mineur .....	715
Sous-section 5.	Obtenir les consentements nécessaires .....	717
Section 2.	Les conditions de fond en cas de nouvelle adoption .....	721
CHAPITRE 5.	LA PROCÉDURE D'ADOPTION INTERNE .....	725
CHAPITRE 6.	LA RÉVISION DE L'ADOPTION .....	729
CHAPITRE 7.	LA RÉVOCATION DE L'ADOPTION .....	731
CHAPITRE 8.	L'ÉTABLISSEMENT DE LA FILIATION À L'ÉGARD DE L'ADOPTANT OU D'UN TIERS .....	733
CHAPITRE 9.	LES EFFETS DE L'ADOPTION .....	735
Section 1.	Le moment de la prise d'effets .....	735
Section 2.	Les effets de l'adoption simple .....	735
Section 3.	Les effets de l'adoption plénière .....	737
<b>TITRE 4. ENLÈVEMENT INTERNATIONAL D'ENFANT : EN DROIT ET EN FAITS</b> .....		<b>739</b>
CHAPITRE 1.	INTRODUCTION .....	741
CHAPITRE 2.	LES OBJECTIFS DES TEXTES ET LES RÉALITÉS DE TERRAIN .....	743

CHAPITRE 3.	LES NOUVEAUTÉS .....	747
Section 1.	Le Règlement de Bruxelles IIter .....	747
Sous-section 1.	Les situations de danger de l'enfant dans son pays d'origine et la procédure de la « seconde chance » .....	747
Sous-section 2.	La reconnaissance et l'exécution des décisions – Suppression de l'exequatur .....	751
Sous-section 3.	Les mesures provisoires ou conservatoires et le droit de visite du parent victime .....	753
Sous-section 4.	Les obligations du juge de l'Etat requis : la médiation et l'opinion de l'enfant .....	756
Sous-section 5.	Le rôle des Autorités centrales .....	761
Sous-section 6.	Conclusion : les apports de Bruxelles IIter .....	762
Section 2.	La loi du 2 mars 2023 portant exécution du Règlement (UE) n° 2018/1682 du Parlement européen et du Conseil du 28 novembre 2018 dit « Règlement SIS » .....	763
Section 3.	Le mécanisme du protocole n° 16 à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales .....	768
CHAPITRE 4.	CONCLUSION : DERNIÈRES RÉFLEXIONS ET PISTES D'AMÉLIORATION .....	771
Section 1.	Le volet préventif .....	771
Section 2.	Continuer à favoriser les médiations .....	772
Section 3.	Demander des mesures provisoires pendant une procédure de retour et des mesures d'exécution d'une décision de retour ..	773
<b>PARTIE V. QUESTIONS PARTICULIÈRES .....</b>		<b>775</b>
<b>TITRE 1. LA FAMILLE SOUS LE PRISME DU DROIT PÉNAL SPÉCIAL .....</b>		<b>777</b>
INTRODUCTION .....		779
CHAPITRE 1.	LES INFRACTIONS LIÉES À L'ÉTAT CIVIL ET À L'ADOPTION .....	781
Section 1.	Le mariage et la cohabitation légale forcés .....	781
Sous-section 1.	Introduction .....	781
Sous-section 2.	Notions .....	782
Sous-section 3.	Les éléments constitutifs .....	783
§ 1.	Un mariage/une cohabitation légale dûment contracté(e) .....	783
§ 2.	Des violences ou menaces .....	784
§ 3.	Une contrainte exercée par les violences ou menaces précitées sur le consentement .....	784
§ 4.	Un dol général .....	785

Sous-section 4. Les peines . . . . .	785
Section 2. Le mariage et la cohabitation légale simulés . . . . .	786
Sous-section 1. Notions . . . . .	786
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	787
§ 1. Un mariage/une cohabitation légale dûment contracté(e) . . . . .	787
§ 2. Un dol spécial : le mariage/la cohabitation légale doit avoir pour seule cause, la recherche d'un avantage en matière de séjour . . . . .	788
Sous-section 3. Les peines . . . . .	788
Section 3. La bigamie . . . . .	789
Sous-section 1. Notions . . . . .	789
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	790
§ 1. Un premier mariage valable . . . . .	791
§ 2. La célébration d'un second mariage avant la dissolution du premier . . . . .	791
§ 3. Un dol général . . . . .	792
Sous-section 3. Les peines . . . . .	792
Sous-section 4. Quid de la cohabitation légale ? . . . . .	792
Section 4. L'absence de déclaration de la naissance d'un enfant . . . . .	793
Sous-section 1. Introduction . . . . .	793
Sous-section 2. Notions et peines . . . . .	795
Section 5. La reconnaissance d'un enfant dans les circonstances visées à l'article 330/1 de l'ancien Code civil . . . . .	795
Section 6. L'absence de déclaration d'un nouveau-né trouvé . . . . .	796
Sous-section 1. Introduction . . . . .	796
Sous-section 2. Notions . . . . .	797
Sous-section 3. Les éléments constitutifs . . . . .	797
§ 1. Un nouveau-né . . . . .	797
§ 2. Un nouveau-né « trouvé » . . . . .	798
§ 3. Pas d'élément moral requis . . . . .	798
Sous-section 4. Les peines . . . . .	798
Section 7. La substitution, la supposition et la suppression d'enfant . . . . .	798
Sous-section 1. Notions . . . . .	798
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	799
§ 1. Un enfant . . . . .	799
§ 2. Une substitution, une supposition ou une suppression . . . . .	799
§ 3. Un dol spécial . . . . .	799
Sous-section 3. Les peines . . . . .	799
Section 8. Les infractions liées à l'adoption . . . . .	800
Sous-section 1. Notions . . . . .	800
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	801
§ 1. La qualité d'adoptant, de candidat adoptant ou d'intermédiaire . . . . .	801
§ 2. Une adoption « contrevenant aux dispositions de la loi » . . . . .	802
§ 3. Un dol spécial (pour l'adoptant et le candidat adoptant) ou un dol général (pour l'intermédiaire) . . . . .	803

Sous-section 3. Les peines .....	803
CHAPITRE 2.    LES INFRACTIONS LIÉES AUX VIOLENCES PHYSIQUES ET PSYCHIQUES .....	805
Section 1. L'infanticide .....	805
Sous-section 1. Notions .....	805
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	805
Sous-section 3. Les peines .....	806
Section 2. Le parricide .....	806
Sous-section 1. Notions .....	806
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	806
Sous-section 3. Les peines .....	807
Section 3. Les lésions corporelles volontaires .....	807
Sous-section 1. Les violences entre époux .....	807
§ 1. Propos introductifs et éléments de procédure .....	807
§ 2. Les infractions concernées .....	810
§ 3. Les circonstances aggravantes .....	811
§ 4. La suppression de l'excuse de l'époux trompé .....	812
Section 4. Le harcèlement entre partenaires ou ex-partenaires .....	813
Sous-section 1. Le harcèlement de droit commun .....	813
§ 1. Notions .....	813
§ 2. Les éléments constitutifs .....	814
A. Le fait de harceler autrui .....	814
B. L'exigence d'une atteinte grave à la tranquillité d'autrui .....	816
C. Un dol général .....	816
§ 3. La suppression de l'exigence d'une plainte préalable de la victime .....	817
§ 4. Les peines .....	817
Sous-section 2. Le harcèlement « téléphonique » .....	818
§ 1. Notions .....	818
§ 2. Les éléments constitutifs .....	818
A. L'utilisation d'un réseau ou d'un service de communications électroniques ou d'autres moyens de communications électroniques .....	818
B. Un dol tout à fait spécial .....	819
§ 3. Les peines .....	819
§ 4. Infraction apparentée : l'interception de communications .....	820
CHAPITRE 3.    LES INFRACTIONS D'ORDRE SEXUEL .....	823
Introduction .....	823
Section 1. Le consentement en matière de droit à l'autodétermination sexuelle .....	825
Sous-section 1. Généralités .....	825
Sous-section 2. Le consentement appliqué aux mineurs .....	826
Section 2. L'atteinte à l'intégrité sexuelle .....	828

Sous-section 1. Notions . . . . .	828
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	829
Sous-section 3. Les peines . . . . .	830
Section 3. Le voyeurisme . . . . .	830
Sous-section 1. Notions . . . . .	830
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	831
Sous-section 3. Les peines . . . . .	831
Section 4. La diffusion non consentie de contenus à caractère sexuel . . . . .	832
Sous-section 1. Notions . . . . .	832
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	832
Sous-section 3. Les peines . . . . .	833
Section 5. Le viol . . . . .	833
Sous-section 1. Notions . . . . .	833
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	833
Sous-section 3. Les peines . . . . .	834
Section 6. Les infractions aggravées . . . . .	834
Sous-section 1. Propos introductifs . . . . .	834
Sous-section 2. Les infractions aggravées en raison des conséquences pour la victime . . . . .	835
Sous-section 3. Les infractions aggravées en raison de la qualité de la victime . . . . .	835
Sous-section 4. Les infractions aggravées en raison des liens unissant l'auteur et la victime . . . . .	835
§ 1. L'inceste . . . . .	835
§ 2. Les actes à caractère sexuel intrafamiliaux non consentis . . . . .	836
§ 3. Les violences sexuelles dans le cadre du couple . . . . .	836
§ 4. La position d'autorité ou de confiance de la victime . . . . .	836
Sous-section 5. En raison de la motivation de l'auteur . . . . .	837
Sous-section 6. En raison du contexte de commission de l'infraction . . . . .	837
Section 7. L'approche d'un mineur à des fins sexuelles . . . . .	837
Sous-section 1. Propos introductifs . . . . .	837
Sous-section 2. L'approche d'un mineur à des fins sexuelles . . . . .	838
§ 1. Notions . . . . .	838
§ 2. Les éléments constitutifs . . . . .	838
§ 3. Les peines . . . . .	839
Section 8. L'approche d'un mineur à des fins de prostitution . . . . .	839
Sous-section 1. L'incitation d'un mineur à la débauche ou à la prostitution . . . . .	839
Sous-section 2. Le recrutement d'un mineur à des fins de débauche ou à la prostitution . . . . .	840
Sous-section 3. La tenue d'une maison de débauche ou de prostitution impliquant un mineur . . . . .	840
Sous-section 4. La mise à disposition d'un local à un mineur à des fins de débauche et de prostitution . . . . .	841
Sous-section 5. L'exploitation de la débauche ou de la prostitution d'un mineur . . . . .	841



Sous-section 6. L'obtention de la débauche ou de la prostitution d'un mineur en association .....	842
Sous-section 7. L'organisation de la débauche ou de la prostitution d'un mineur .....	842
Sous-section 8. Le fait d'assister à la débauche ou à la prostitution d'un mineur .....	843
Sous-section 9. La publicité pour la débauche ou la prostitution d'un mineur .....	843
Sous-section 10. L'incitation à la débauche ou à l'exploitation de la prostitution d'un mineur en public .....	844
Section 9. Les images d'abus sexuels de mineurs .....	844
Sous-section 1. Définition .....	844
Sous-section 2. La production ou la diffusion .....	845
Sous-section 3. La détention et l'acquisition .....	845
Sous-section 4. L'accès .....	846
Sous-section 5. Les causes de justification .....	846
§ 1. La réception de droit, l'analyse et la transmission d'images d'abus sexuels de mineurs .....	846
§ 2. La réalisation consentie, la possession et la transmission mutuelle de contenus à caractère sexuel .....	846
Section 10. L'outrage public aux bonnes mœurs .....	847
Sous-section 1. La production ou la diffusion de contenus à caractère extrêmement pornographique ou violent .....	847
Sous-section 2. L'exhibitionnisme .....	848
Section 11. Le refus de prêter son concours technique à la suppression des images .....	849
Section 12. Les peines .....	849
Sous-section 1. Le choix de la peine .....	849
§ 1. Les facteurs aggravants .....	849
§ 2. L'avis d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels .....	850
Sous-section 2. La fermeture d'établissement .....	851
Sous-section 3. L'interdiction de résidence, de lieu ou de contact .....	851
Sous-section 4. L'interdiction d'exercer certains droits et activités .....	852
Sous-section 5. La mise à disposition du tribunal de l'application des peines .....	852
Sous-section 6. La confiscation de l'instrument de l'infraction .....	853
Sous-section 7. La transmission d'une décision judiciaire .....	853
Section 13. Divers .....	853
Sous-section 1. Le concours .....	853
Sous-section 2. La protection de l'identité de la victime .....	854
 CHAPITRE 4. LES INFRACTIONS LIÉES AUX SOINS .....	 855
Propos introductifs .....	855
Section 1. Le délaissement .....	856
Sous-section 1. Notions .....	856
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	856

§ 1. Une victime mineure ou vulnérable . . . . .	856
§ 2. Le fait de délaisser ou de faire délaisser ce mineur ou cette personne vulnérable . . . . .	856
§ 3. Un dol général . . . . .	857
Sous-section 3. Les peines . . . . .	857
Section 2. L'abandon, le refus de reprise et le refus d'entretien . . . . .	858
Sous-section 1. Notions . . . . .	858
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	859
§ 1. Un lien de parenté entre l'auteur et la victime . . . . .	859
§ 2. Une victime qui se trouve dans un état de besoin . . . . .	860
§ 3. Un abandon de la personne protégée, un refus de la repandre ou un refus de payer son entretien . . . . .	861
§ 4. Un dol général . . . . .	861
Sous-section 3. Les peines . . . . .	862
Section 3. La privation d'aliments ou de soins . . . . .	862
Sous-section 1. Notions . . . . .	862
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	863
§ 1. Une victime mineure ou vulnérable . . . . .	863
§ 2. Une privation d'aliments ou de soins . . . . .	863
§ 3. Une privation qui entraîne une certaine gravité pour la santé de la victime . . . . .	864
§ 4. Un dol général . . . . .	864
Sous-section 3. Les peines . . . . .	864
Section 4. Le défaut d'entretien . . . . .	865
Sous-section 1. Notions . . . . .	865
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	865
§ 1. Un défaut d'entretien . . . . .	865
§ 2. Une victime mineure ou vulnérable . . . . .	865
§ 3. L'auteur doit avoir la garde de la personne protégée . . . . .	865
§ 4. Le défaut d'entretien doit être de nature à compromettre la santé de la victime . . . . .	866
§ 5. Une négligence . . . . .	866
Sous-section 3. Les peines . . . . .	866
CHAPITRE 5. LES INFRACTIONS LIÉES AUX MODALITÉS DE GARDE DES ENFANTS . . . . .	867
Section 1. Propos introductifs . . . . .	867
Section 2. L'enlèvement d'un mineur . . . . .	868
Sous-section 1. Notions . . . . .	868
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	868
§ 1. Un enlèvement . . . . .	868
§ 2. Une victime mineure ou vulnérable . . . . .	868
§ 3. Un auteur qui n'est pas le père ou la mère . . . . .	869
§ 4. Des violence, ruse ou menace, si la victime a plus de douze ans ou est vulnérable . . . . .	869
§ 5. Un dol général . . . . .	870
Sous-section 3. Les peines . . . . .	870

Section 3. Le recel d'un mineur . . . . .	871
Sous-section 1. Les éléments constitutifs . . . . .	871
Sous-section 2. Les peines . . . . .	871
Section 4. La non-représentation d'un mineur par celui qui en a la charge . . . . .	872
Sous-section 1. Notions . . . . .	872
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	872
§ 1. Une non-représentation . . . . .	872
§ 2. Un mineur âgé de moins de douze ans . . . . .	873
§ 3. Une personne qui s'est vu confier la charge d'un mineur . . . . .	873
§ 4. Un dol général . . . . .	873
Sous-section 3. Les peines . . . . .	873
Section 5. La non-représentation d'un mineur par le père ou la mère . . . . .	874
Sous-section 1. Notions . . . . .	874
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	874
§ 1. Une décision judiciaire ou administrative relative à la garde d'un enfant . . . . .	874
§ 2. Un fait matériel réalisant la transgression de la décision relative à la garde de l'enfant . . . . .	877
§ 3. La qualité des auteurs . . . . .	879
§ 4. Un dol général . . . . .	879
Sous-section 3. Les peines . . . . .	880
Sous-section 4. Les causes de justification . . . . .	881
 CHAPITRE 6. LES INFRACTIONS LIÉES AUX MODALITÉS FINANCIÈRES . . . . .	
Section 1. L'abandon de famille . . . . .	885
Sous-section 1. Notions . . . . .	885
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	886
§ 1. La consécration d'une obligation alimentaire légale . . . . .	887
§ 2. Le non-respect d'une décision judiciaire définitive ou d'une convention dans le cadre d'un divorce par consentement mutuel . . . . .	887
A. Une décision judiciaire qui ne peut plus être frappée d'opposition ni d'appel . . . . .	887
B. Des conventions préalables à divorce par consentement mutuel . . . . .	890
§ 3. Un non-paiement pendant plus de deux mois . . . . .	890
§ 4. La volonté de commettre l'infraction . . . . .	891
Sous-section 3. Les peines . . . . .	891
Sous-section 4. L'action civile . . . . .	892
Section 2. L'organisation frauduleuse d'insolvabilité . . . . .	892
Sous-section 1. Notions . . . . .	892
Sous-section 2. Les éléments constitutifs . . . . .	893
§ 1. L'organisation de l'insolvabilité . . . . .	893
§ 2. L'inexécution des obligations . . . . .	897

§ 3. Un dol spécial .....	898
Sous-section 3. Les peines .....	898
Sous-section 4. L'action civile .....	899
CHAPITRE 7. LES INFRACTIONS LIÉES AU PATRIMOINE .....	901
Section 1. Le faux serment .....	901
Sous-section 1. Notion .....	901
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	901
§ 1. Une altération de la vérité .....	901
§ 2. Un dol général .....	904
Sous-section 3. Les peines et condamnations civiles .....	904
Section 2. Le détournement d'objets .....	904
Sous-section 1. Notion .....	904
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	905
§ 1. La destruction, la dégradation ou le détournement d'un bien meuble .....	905
§ 2. Une mesure visée aux articles 223 de l'ancien Code civil, 1253 <i>septies</i> ou 1280 du Code judiciaire .....	906
§ 3. L'auteur a agi en ayant connaissance de la mesure judiciaire .....	906
§ 4. Le détournement ou la destruction a été opéré dans l'intérêt du conjoint institué gardien .....	906
§ 5. Une intention frauduleuse .....	906
Sous-section 3. Les peines .....	907
Sous-section 4. L'action civile .....	907
CHAPITRE 8. LES IMMUNITÉS ET CAUSES D'EXCUSE .....	909
Section 1. « Le vol entre époux » .....	909
Section 2. Le recel de malfaiteur et de cadavre .....	911
Sous-section 1. Le recel de malfaiteurs .....	911
Sous-section 2. Le recel de cadavre .....	912
Sous-section 3. Les causes d'excuse absolutoires .....	912
Section 3. Le faux témoignage en matière civile .....	913
Sous-section 1. Notion .....	913
Sous-section 2. Les éléments constitutifs .....	913
§ 1. Un témoignage .....	913
§ 2. Le témoignage doit être fait en justice .....	914
§ 3. Le témoignage doit être irrévocable .....	914
§ 4. Le témoignage doit avoir été fait sous serment .....	914
§ 5. Une altération de la vérité .....	915
§ 6. Une intention de tromper la justice .....	915
§ 7. La possibilité d'un préjudice .....	915
Sous-section 3. Les peines .....	915
Sous-section 4. La subornation de personnes .....	916
Conclusion .....	916

<b>TITRE 2. DROIT FISCAL</b> .....	919
<b>CHAPITRE 1. LES DROITS DE SUCCESSION</b> .....	921
Généralités .....	921
Section 1. Le droit de succession et le droit de mutation par décès .....	922
Sous-section 1. Le droit de succession .....	922
Sous-section 2. Le droit de mutation par décès .....	928
Section 2. Un impôt régional .....	929
Section 3. Les transmissions imposables .....	931
Section 4. L'actif réel .....	936
Sous-section 1. Notion de biens réels .....	936
Sous-section 2. Biens conditionnels, éventuels et litigieux .....	936
Sous-section 3. Constructions .....	937
Section 5. L'actif fictif .....	938
Sous-section 1. Notion de biens fictifs .....	938
Sous-section 2. Dettes uniquement reconnues par testament .....	938
Sous-section 3. Obligations de sommes et donations mobilières assimilées à un legs .....	939
Sous-section 4. Donations mobilières sous condition suspensive du prédéces du donateur .....	939
Sous-section 5. Avantages matrimoniaux .....	941
Sous-section 6. Donations mobilières faites par le défunt dans les trois/ cinq/sept années précédant le décès et non soumises au droit de donation .....	945
Sous-section 7. Présomption de propriété .....	948
Sous-section 8. Stipulations pour autrui de sommes, rentes ou valeurs ...	950
§ 1. Textes légaux .....	950
§ 2. Généralités .....	953
§ 3. Conditions d'application .....	954
§ 4. Contrats souscrits par des personnes non mariées sous un régime de communauté .....	955
A. Le preneur, la tête assurée et le bénéficiaire sont la même personne .....	955
B. Le preneur et la tête assurée sont la même personne, le bénéficiaire du contrat est un tiers .....	955
C. Le preneur et le bénéficiaire du contrat sont la même personne, la tête assurée est un tiers .....	956
D. Le preneur, la tête assurée et le bénéficiaire sont des personnes différentes .....	956
§ 5. Contrats souscrits par des personnes mariées sous un régime de communauté .....	957
§ 6. Contrats souscrits par des époux divorcés ou par des époux mariés sous un régime de séparation de biens pure et simple .....	960
§ 7. Exonérations .....	960

Sous-section 9. Actes par lesquels le défunt s'est réservé un droit viager .	961
§ 1. Généralités . . . . .	961
§ 2. Fiction de l'article 9 du C. succ. . . . .	964
§ 3. Fiction de l'article 10 du C. succ. . . . .	969
§ 4. Fiction de l'article 11 du C. succ. . . . .	970
Section 6. L'évaluation de l'actif imposable . . . . .	972
Sous-section 1. Règle générale : la valeur vénale . . . . .	972
Sous-section 2. Règles particulières : une valeur forfaitaire . . . . .	974
Section 7. Les déductions . . . . .	977
Section 8. Le passif admissible . . . . .	978
Sous-section 1. Règles générales . . . . .	978
§ 1. Le passif admissible dans la succession d'un habitant du Royaume . . . . .	978
§ 2. Le passif admissible dans la succession d'un non- habitant du Royaume . . . . .	981
Sous-section 2. Preuve du passif . . . . .	982
Sous-section 3. Imputation du passif . . . . .	982
Sous-section 4. Contribution au passif . . . . .	983
Sous-section 5. Évaluation du passif . . . . .	984
Section 9. La déclaration de succession . . . . .	984
Sous-section 1. Obligation de dépôt d'une déclaration . . . . .	984
§ 1. Déclaration ordinaire . . . . .	984
§ 2. Déclaration nouvelle . . . . .	986
Sous-section 2. Forme et contenu d'une déclaration . . . . .	987
Sous-section 3. Défaut de déclaration . . . . .	988
Section 10. Les tarifs régionaux applicables . . . . .	988
Sous-section 1. Introduction générale . . . . .	988
Sous-section 2. Le tarif applicable en Région wallonne . . . . .	990
§ 1. Les tarifs de la Région wallonne . . . . .	990
§ 2. Les tarifs de la Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	996
§ 3. Les tarifs de la Région flamande . . . . .	1002
A. Tarif en ligne directe, entre époux et entre partenaires. Dichotomie. . . . .	1003
B. Tarif entre frères et sœurs et entre toutes autres personnes . . . . .	1006
Section 11. Les transmissions successorales d'entreprises familiales . . . . .	1008
Sous-section 1. Région wallonne . . . . .	1008
§ 1. Entreprise individuelle . . . . .	1009
§ 2. Entreprise sociétaire . . . . .	1010
§ 3. Conditions pour bénéficier du taux de 0 % . . . . .	1011
§ 4. Conditions pour conserver le taux de 0 % . . . . .	1011
§ 5. Non-respect des conditions de maintien . . . . .	1012
§ 6. Réserve de progressivité . . . . .	1012
Sous-section 2. Région de Bruxelles-Capitale . . . . .	1013
§ 1. Aligement du régime bruxellois sur le régime flamand . . . . .	1013
§ 2. Conditions d'octroi . . . . .	1014
§ 3. Conditions de forme . . . . .	1017
§ 4. Conditions de maintien durant la période probatoire . . . . .	1018

§ 5. Réserve de progressivité .....	1019
Sous-section 3. Région flamande .....	1020
§ 1. Généralités .....	1020
§ 2. Conditions d'octroi .....	1020
§ 3. Conditions de forme .....	1022
§ 4. Conditions de maintien durant la période probatoire ...	1023
§ 5. Réserve de progressivité .....	1024
Section 12. Le recouvrement des droits de succession .....	1024
<b>TITRE 3. LA PROCÉDURE DE RÈGLEMENT COLLECTIF DE DETTES : LE COUPLE FACE À L'ENDETTEMENT .....</b>	<b>1029</b>
INTRODUCTION .....	1031
CHAPITRE 1. L'INTRODUCTION DE LA DEMANDE .....	1035
Section 1. Le règlement collectif de dettes à l'ère numérique : JustRestart .....	1035
Section 2. La requête : conditions de forme et mentions .....	1036
Section 3. Les incidences et conséquences de l'introduction de la requête pour les conjoints et les cohabitants .....	1040
Sous-section 1. Incidence au niveau de la décision de déposer la requête .....	1040
Sous-section 2. Incidence au niveau du dépôt de la requête .....	1042
Sous-section 3. Incidence au niveau des conjoints et cohabitants non requérants .....	1043
Sous-section 4. Incidence au niveau des dettes contractées avec le conjoint ou cohabitant non requérant .....	1044
Section 4. La compétence du tribunal .....	1045
Sous-section 1. Compétence matérielle .....	1045
Sous-section 2. Compétence territoriale .....	1045
Section 5. Les effets du dépôt de la requête .....	1046
CHAPITRE 2. L'ADMISSIBILITÉ À LA PROCÉDURE .....	1049
Section 1. Les conditions d'admissibilité .....	1049
Sous-section 1. Être une personne physique .....	1050
Sous-section 2. Avoir le centre de ses intérêts en Belgique .....	1050
Sous-section 3. Ne pas ou ne plus avoir la qualité d'entreprise .....	1051
Sous-section 4. Présenter un surendettement durable et structurel .....	1057
Sous-section 5. Ne pas avoir manifestement organisé son insolvabilité ...	1060
Sous-section 6. Ne pas avoir été révoqué dans les 5 ans d'une précédente procédure .....	1062
Sous-section 7. La bonne foi procédurale .....	1063
Section 2. L'examen de l'admissibilité .....	1064
Sous-section 1. Rôle du magistrat .....	1064
Sous-section 2. Demande d'informations complémentaires .....	1064

Section 3. L'ordonnance d'admissibilité .....	1065
Sous-section 1. Délai du prononcé .....	1065
Sous-section 2. Désignation du médiateur de dettes .....	1066
Sous-section 3. Désignation d'un huissier de justice et d'un notaire .....	1067
Section 4. La notification et les voies de recours .....	1068
Sous-section 1. En cas d'admissibilité .....	1068
Sous-section 2. En cas de non-admissibilité .....	1069
Section 5. L'enregistrement de l'avis en RCD .....	1070
Sous-section 1. Fichier central des avis de saisies, de délégation, de cession et de règlement collectif de dettes .....	1070
Sous-section 2. Centrale des crédits aux particuliers .....	1070
Sous-section 3. Commission des jeux de hasard .....	1071
 CHAPITRE 3. LES EFFETS DE L'ORDONNANCE D'ADMISSIBILITÉ .....	 1073
Section 1. Le concours des créanciers .....	1073
Sous-section 1. Implication du concours pour le débiteur et les créanciers .....	1073
Sous-section 2. Exceptions aux principes du concours et de l'égalité de traitement .....	1075
Section 2. L'indisponibilité du patrimoine du débiteur .....	1077
Section 3. La suspension des voies d'exécution qui tendent au paiement d'une somme d'argent .....	1078
Section 4. La suspension des voies d'exécution à l'égard des sûretés personnelles .....	1080
Section 5. La suspension des intérêts .....	1080
Section 6. La suspension de l'effet des cessions de créance .....	1081
Section 7. La suspension de la prescription .....	1081
Section 8. La radiation des procédures octroyant des termes et délais et des facilités de paiement .....	1082
 CHAPITRE 4. LA PHASE PRÉPARATOIRE ET LES MISSIONS DU MÉDIATEUR DE DETTES .....	 1083
Section 1. La durée de la phase préparatoire .....	1083
Section 2. Les étapes de la phase préparatoire et les missions du médiateur de dettes .....	1083
Sous-section 1. Ouverture du compte de médiation et communication au(x) débiteur(s) de revenus .....	1084
Sous-section 2. Fixation du pécule de médiation .....	1086
Sous-section 3. Détermination de la masse active .....	1087
Sous-section 4. Détermination de la masse passive .....	1089
Sous-section 5. Procédure de déclaration de créance .....	1093



CHAPITRE 5.	LE PLAN DE RÈGLEMENT AMIABLE .....	1097
Section 1.	Les particularités du plan de règlement amiable + chronologie .....	1097
Sous-section 1.	Mentions obligatoires et clauses types .....	1098
Sous-section 2.	Durée et prise de cours du plan .....	1099
Sous-section 3.	Fixation du pécule de médiation .....	1099
Sous-section 4.	Modalités de remboursement et remise de dettes .....	1100
Section 2.	L'incidence de la remise de dettes pour le créancier et le codébiteur non requérant .....	1100
Section 3.	L'approbation du projet de plan de règlement amiable .....	1102
Section 4.	L'homologation du tribunal .....	1102
Section 5.	L'échec de la phase amiable .....	1103
CHAPITRE 6.	LE RÈGLEMENT JUDICIAIRE DE DETTES .....	1105
Section 1.	Le procès-verbal de carence .....	1105
Section 2.	Les particularités des plans de règlement judiciaire .....	1106
Sous-section 1.	Fixation du pécule de médiation de dettes .....	1106
Sous-section 2.	Prise de cours du plan .....	1106
Sous-section 3.	Dettes incompressibles .....	1107
Section 3.	Le plan judiciaire 1675/12 du Code judiciaire .....	1108
Section 4.	Le plan judiciaire 1675/13 du Code judiciaire .....	1109
Section 5.	La remise totale de dettes (1675/13 <i>bis</i> du Code judiciaire) ..	1110
CHAPITRE 7.	LA FIN DE LA PROCÉDURE .....	1111
Section 1.	Le terme du plan .....	1111
Section 2.	Les fins anticipatives de la procédure .....	1112
Sous-section 1.	Révocation .....	1112
Sous-section 2.	Rejet de la procédure .....	1113
Sous-section 3.	Désistement du débiteur .....	1114
Sous-section 4.	Décès du débiteur .....	1114
<b>TITRE 4. PENSIONS COMPLÉMENTAIRES ET RÉGIMES MATRIMONIAUX .....</b>		<b>1117</b>
CHAPITRE 1.	REGARDS SUR LES PENSIONS COMPLÉMENTAIRES .....	1119
Section 1.	Le paysage des pensions complémentaires .....	1119
Sous-section 1.	Les trois piliers des pensions .....	1119
Sous-section 2.	Les pensions complémentaires (professionnelles) .....	1120
Sous-section 3.	Les formes des pensions complémentaires .....	1123
§ 1.	Engagements de pension ou conventions de pension ...	1123
§ 2.	Engagements collectifs et engagements individuels ....	1123
§ 3.	Engagements extériorisés et engagements internes ....	1124
§ 4.	Engagements de pension sociaux et engagements de pension ordinaires .....	1125
§ 5.	Contributions obligatoires ou facultatives .....	1125

Sous-section 4. Les formes d'organismes de pension .....	1126
Sous-section 5. Les formes d'engagement de pension .....	1127
Sous-section 6. Les formes du financement .....	1127
§ 1. Quant à la source .....	1127
§ 2. Quant au mode de financement .....	1128
§ 3. Quant au caractère individuel ou collectif du financement .....	1128
Sous-section 7. Le versement de la pension complémentaire .....	1129
§ 1. L'époque du versement .....	1129
§ 2. La forme du versement .....	1130
Section 2. La réglementation des pensions complémentaires .....	1131
Section 3. Nature des prestations de pension complémentaire .....	1132
Section 4. Exclusion des « pensions » du troisième pilier .....	1135
CHAPITRE 2. LA RÉFORME DES RÉGIMES MATRIMONIAUX PAR LES LOIS DU 14 JUILLET 1976 ET DU 22 JUILLET 2018 .....	1137
Section 1. Dispositions applicables aux contrats d'assurance-vie individuelle .....	1137
Section 2. Dispositions applicables aux assurances-groupe et autres formes de pensions complémentaires .....	1140
Sous-section 1. Pensions perçues durant l'existence de la communauté .....	1141
Sous-section 2. Pensions complémentaires à percevoir après la dissolution de la communauté .....	1143
§ 1. Principes .....	1143
§ 2. Application .....	1144
A. Dissolution suite au décès .....	1144
B. Dissolution suite au divorce .....	1145
Section 3. Arguments invoqués contre l'application de l'article 2.3.19, § 1 <sup>er</sup> , 3 <sup>o</sup> (art. 1401, § 1 <sup>er</sup> , 4, ancien C. civ.) aux pensions complémentaires .....	1145
Sous-section 1. Premier argument : cet article ne vise que les pensions légales .....	1146
Sous-section 2. Deuxième argument : la pension complémentaire est d'origine contractuelle .....	1147
Sous-section 3. Troisième argument : cette disposition vise ce qui est destiné à la survie du bénéficiaire .....	1150
Sous-section 4. Quatrième argument : l'article en question ne vise que les prestations en rente .....	1148
Sous-section 5. Cinquième argument : il est possible d'effectuer des placements immobiliers au moyen des pensions complémentaires .....	1149
Sous-section 6. Sixième argument : les pensions complémentaires relèvent d'un régime de capitalisation .....	1150
Sous-section 7. Septième argument : l'assurance-groupe est visée par un autre texte .....	1151

Sous-section 8. Huitième argument : les pensions complémentaires sont parfois des « plans bonus » .....	1152
Sous-section 9. Neuvième argument : l'argument d'autorité .....	1153
Section 4. Doctrine et jurisprudence en matière d'application de l'ancien article 1401, § 1 <sup>er</sup> , 4, de l'ancien Code civil .....	1154
Sous-section 1. Avant la loi du 14 juillet 1976 .....	1154
Sous-section 2. Après la loi du 14 juillet 1976 .....	1155
CHAPITRE 3. LA THÉORIE DE LA VALEUR PATRIMONIALE OU LA NÉGATION DES PENSIONS COMPLÉMENTAIRES EN DROIT CIVIL .....	1159
Section 1. Le débat sur les pensions complémentaires .....	1159
Sous-section 1. L'opinion majoritaire actuelle .....	1159
Sous-section 2. Le débat au sein de la Commission des assurances .....	1160
Section 2. La théorie de la « valeur patrimoniale » .....	1162
Sous-section 1. Le fondement assigné à la théorie : l'arrêt du 26 mai 1999 de la Cour d'arbitrage .....	1163
Sous-section 2. La valeur patrimoniale commune du contrat .....	1166
Section 3. L'assimilation de l'assurance de groupe à une assurance-vie individuelle .....	1168
Sous-section 1. Portée de l'assimilation .....	1168
Sous-section 2. Objections à l'assimilation .....	1170
Sous-section 3. Position de la Cour de cassation .....	1170
Sous-section 4. Différences de législation entre l'assurance-vie individuelle et les assurances-groupe ou de pension complémentaire .....	1171
Section 4. L'assurance de groupe, épargne du ménage ? .....	1173
Sous-section 1. L'assurance de groupe n'est pas une épargne au sens commun du terme .....	1174
§ 1. Caractères communs de l'épargne .....	1174
§ 2. Assurances de groupe sans épargne .....	1175
§ 3. Assurance de groupe avec (partie de la) prestation limitée au cas où l'affilié arrive à l'âge de la retraite ...	1175
§ 4. Assurance de groupe en cas d'invalidité de l'affilié ....	1177
Sous-section 2. L'affilié n'est pas forcément le titulaire juridique de la capitalisation des cotisations .....	1177
§ 1. L'affilié n'est pas le preneur d'assurance .....	1177
§ 2. Le cas de sortie de l'affilié .....	1179
§ 3. L'étendue variable de la réserve de pension en assurance de groupe .....	1179
Sous-section 3. La propriété des avoirs d'épargne .....	1180
Sous-section 4. La prétendue épargne relève des juridictions du travail ..	1181
Sous-section 5. La perception de « l'épargne » est soumise à des cotisations sociales et à l'impôt sur le revenu au titre de revenu professionnel de pension .....	1181
Sous-section 6. La prétendue épargne est (partiellement) protégée en matière de saisies et de cessions .....	1182

Section 5. L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 27 juillet 2011 . . . . .	1182
Sous-section 1. Les questions préjudicielles posées à la Cour . . . . .	1183
Sous-section 2. La motivation de l'arrêt . . . . .	1184
§ 1. Application des articles 127 et 128 à l'assurance-groupe . . . . .	1184
§ 2. L'assurance de groupe constitue une épargne commune . . . . .	1186
§ 3. Les contributions patronales d'assurance-groupe sont des revenus d'activité professionnelle . . . . .	1187
A. Le caractère rémunérateur . . . . .	1187
B. Les avantages auxquels le travailleur a droit en raison de son engagement . . . . .	1189
C. Le caractère « parasocial » des contributions . . . . .	1191
D. Les pensions complémentaires, des revenus différés . . . . .	1191
Sous-section 3. La portée de l'arrêt de la Cour constitutionnelle . . . . .	1192
§ 1. Le dispositif . . . . .	1192
§ 2. La doctrine de l'arrêt . . . . .	1193
Section 6. Les conséquences de la théorie de la valeur patrimoniale . . . . .	1194
Sous-section 1. Les discriminations entre affiliés . . . . .	1194
§ 1. Les discriminations selon la forme de l'organisme de pension . . . . .	1194
§ 2. Les discriminations selon le mode de financement de la pension complémentaire . . . . .	1195
§ 3. Les discriminations selon le statut social . . . . .	1195
Sous-section 2. Les conséquences fiscales en cas de décès du conjoint de l'affilié . . . . .	1196
Sous-section 3. Les difficultés de liquidation de la communauté . . . . .	1196
§ 1. L'obstacle de l'indisponibilité de la réserve de pension . . . . .	1196
§ 2. La thèse de l'effet immédiat . . . . .	1198
A. Les arguments . . . . .	1198
B. Objections et inconvénients . . . . .	1198
§ 3. La thèse du report de paiement . . . . .	1200
A. Arguments . . . . .	1201
B. Objections et inconvénients . . . . .	1201
§ 4. Contributions personnelles . . . . .	1202
Sous-section 4. Le retentissement sur le statut matrimonial de la pension complémentaire perçue . . . . .	1203
 CHAPITRE 4. PERSPECTIVES ET CONCLUSIONS . . . . .	 1205
Section 1. Projet de réforme avorté . . . . .	1205
Section 2. Évolution législative . . . . .	1206
Section 3. Le règlement du partage en dehors du régime matrimonial . . . . .	1207
Section 4. Le partage des pensions : une utopie ? . . . . .	1208
Section 5. Conclusions . . . . .	1210